



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault

Par arrêté préfectoral n° 2023-10-SRCL-516 du 09/10/2023 portant délégation de signature

Objet de la consultation

Révision des plans de prévention des risques incendies de forêt (PPRIF) des communes de Combaillaux, Grabels, Juvignac, Saint-Clément-de-Rivière et Saint-Gély-du-Fesc

Le présent document comporte 13 pages

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Table des matières

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.1. Objet du marché.....	3
1.2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	3
1.3. Engagements du titulaire.....	3
ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
2.1. Durée du marché.....	4
2.2. Décomposition en tranches.....	4
2.3. Sous-traitance.....	4
ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 4. CAUSES DE RÉEXAMEN.....	5
ARTICLE 5. ACHATS RESPONSABLES.....	5
5.1. Clauses d'insertion sociale.....	5
5.2. Clauses environnementales.....	5
ARTICLE 6. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	5
6.1. Contenu des prix – Règlement des comptes.....	5
6.2. Révision du prix.....	7
ARTICLE 7. DÉLAIS DE RÉALISATION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	8
7.1. Ordre de service.....	8
7.2. Délai de réalisation.....	8
7.2. Pénalités pour retard d'exécution.....	9
7.3. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	10
7.4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	10
7.5. Arrêt de l'exécution des prestations.....	10
ARTICLE 8. OBLIGATIONS ET DISPOSITIONS DIVERSES.....	10
8.1. Obligation de confidentialité.....	10
8.2. RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	10
8.3. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....	10
8.4. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	11
8.5. Assurances.....	11
8.6. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	11
ARTICLE 9. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	11
9.1. Retenue de garantie.....	11
9.2. Avances.....	11
ARTICLE 10. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	12
ARTICLE 11. RÉSILIATION.....	12
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	13

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

1.1. Objet du marché

Les prestations concernent un marché de services.

L'objet du marché est la révision des plans de prévention des risques incendies de Forêt (PPRIF) des communes de Combaillaux, Grabels, Juvignac, Saint-Clément-de-Rivière et Saint-Gély-du-Fesc situées dans le département de l'Hérault.

Le marché comprend une tranche ferme et cinq tranches optionnelles.

La tranche ferme correspond à la réalisation simultanée de toutes les études techniques préalables, aboutissant à l'élaboration des cartes d'aléa, d'enjeux, des équipements de défense et de zonage brut. Elle comprend également l'assistance au maître d'ouvrage pour les phases d'association, de concertation, d'enquête publique et d'approbation des 5 PPRIF, selon un calendrier qui sera propre à chacun de ces PPRIF.

Les tranches optionnelles correspondent à la réalisation des 5 évaluations environnementales pour chacun des PPRIF, dans l'hypothèse où certaines d'entre eux seraient soumis à évaluation environnementale.

La description complète des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Sauf dérogation mentionnée dans le présent CCAP, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par arrêté ministériel du 30 mars 2021 (CCAG-PI) s'applique au marché. Dans tout ce document, le CCAG-PI sera désigné simplement CCAG.

1.2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1.2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

La maîtrise d'ouvrage désigne dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes chargées de le représenter auprès du prestataire. Elles sont responsables de la gestion technique, administrative et financière du projet ainsi que de la vérification de la qualité de la prestation. Le nom du ou des responsables seront indiqués au titulaire lors de la notification du marché.

Les représentants du pouvoir adjudicateur et du prestataire sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant chacun des co-contractants.

1.2.2. Formes des notifications

Il est précisé en complément de l'article 3.1 du CCAG que les échanges dématérialisés sont possibles sous réserve que le titulaire indique dans son acte d'engagement (ATTR11) le ou les contact(s) mail à utiliser pour les échanges électroniques.

Ces échanges électroniques devront être accompagnés d'une demande d'accusé de réception. Si le titulaire souhaite adresser des communications électroniques au pouvoir adjudicateur, il devra prendre soin de solliciter un accusé de réception.

1.3. Engagements du titulaire

1.3.1. Changement affectant l'exécution du marché

L'équipe pluridisciplinaire du titulaire est définie lors de la remise de son offre. L'équipe est dirigée par un directeur de projet, il est le correspondant dédié auprès de l'administration. Le directeur de projet assiste obligatoirement à toutes les réunions de l'équipe projet, du COTECH et du COCON. Compte-tenu de la multiplicité des missions et des enjeux, le titulaire assure l'articulation entre les différentes prestations ainsi que les relations avec le(s) représentant(s) du pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit être en mesure d'assurer la continuité de la prestation, l'absence du directeur de projet ou d'un autre membre de l'équipe dédié à la prestation, ne saurait entraîner une suspension ou un retard de l'exécution de celle-ci.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, la composition et l'organisation de l'équipe sont définies lors de la remise de l'offre. Dès qu'un membre de l'équipe n'est plus en mesure d'accomplir ses missions, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 15 jours maximum à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois maximum pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG/PI.

Les représentants du prestataire sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant chacun des co-contractants.

1.3.2. Vérification

Le titulaire s'engage à fournir à la demande de la maîtrise d'ouvrage la démonstration du respect des exigences pour la prestation.

Le titulaire s'engage à effectuer son devoir de conseil et d'alerte vis-à-vis de la maîtrise d'ouvrage, de même, la maîtrise d'ouvrage s'engage à respecter son devoir d'information et de collaboration avec le titulaire.

1.3.3. Communication des difficultés

Le titulaire a un devoir de conseil auprès du maître d'ouvrage. Il signale immédiatement au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement échappant à sa responsabilité. Parallèlement, il indique la durée de prolongation demandée. Le pouvoir adjudicateur notifie sa décision dans un délai maximum de 15 jours.

Le délai éventuellement prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1. Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification, pour une durée estimée à 39 mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

2.2. Décomposition en tranches

Le marché prévoit 5 tranches optionnelles correspondant à la réalisation des 5 évaluations environnementales pour chacun des PPRIF dans l'hypothèse où une partie, ou la totalité des PPRIF, serait soumise à évaluation environnementale.

2.3. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, au sens de la loi du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Afin de s'assurer de cette acceptation et de permettre le paiement direct du (des) sous-traitant(s) ainsi agréé(s), le titulaire remet une déclaration spéciale qui devra contenir les renseignements suivants :

La nature des prestations sous-traitées ;

- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à payer par paiement direct ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant proposé ;
- La déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire demeure personnellement responsable pour l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché, même celles qui sont le fait de ses sous-traitants. Pour autant, il demeure l'unique interlocuteur pour l'ensemble des prestations sous-traitées.

L'obligation de discrétion professionnelle et de confidentialité définie au point 8.1. s'applique dans les mêmes termes et avec les mêmes conséquences au(x) sous-traitant(s).

ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante, dont seul l'exemplaire détenu par la personne publique fait foi : Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le CCAG ;
- l'offre technique du titulaire y compris son mémoire technique et le bordereau de prix ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché .

ARTICLE 4. CAUSES DE RÉEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, des modifications par voie d'avenant au marché public pourront être apportées en cours d'exécution.

ARTICLE 5. ACHATS RESPONSABLES

5.1. Clauses d'insertion sociale

Sans objet.

5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Aussi, les échanges dématérialisés et par téléphone, en dehors des réunions prévues par le CCTP sont à privilégier.

À l'exception des livrables attendus au format papier et précisés au CCTP, la fourniture de documents dématérialisés est à privilégier afin de limiter la consommation de papier.

A la demande de l'acheteur, les soumissionnaires présentent leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article L.229-25 du Code de l'environnement. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, l'acheteur se réserve le droit d'exclure le(s) soumissionnaire(s) concerné(s) de la procédure.

En matière de déplacement, les soumissionnaires proposent une organisation permettant l'optimisation de ces déplacements sur le territoire d'étude.

ARTICLE 6. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

6.1. Contenu des prix – Règlement des comptes

6.1.1. Contenu des prix

Les prix du marché comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire.

Les prix du présent marché sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, telle que décrite, ainsi que tous les frais, notamment de transport, d'hébergement ou de déplacement du personnel du titulaire, de transport ou de livraison à l'adresse indiquée par l'administration, d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans le présent marché.

6.1.2. Forme des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Les prix du marché sont établis en euros hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

6.1.3. Montant atteint des prestations

Le titulaire est tenu d'aviser l'acheteur de la date probable à laquelle le montant des prestations atteindra le montant du marché. Il ne pourra exécuter aucune prestation au-delà de ce montant sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le représentant de l'acheteur.

6.1.4. Modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera trimestrielle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire.

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

6.1.5. Modalités de transmission et de paiement

6.1.5.1 Mode de transmission des factures

a) Raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système

Par transfert de fichier (en mode EDI-Echange de Données Informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par des flux issus des système d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

En utilisant des web services (en mode API- Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisir de factures, le suivi du traitement de factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail CHORUS Pro accessible par internet

Adresse de connexion : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le portail Chorus Pro permet de :

- Déposer ses factures sur le portail
- Saisir directement ses factures.

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/> rubrique « nous contacter »

6.1.6. Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement fait courir de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai ou l'échéance prévue au contrat. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la banque centrale européenne (BCE) à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

En sus des intérêts moratoires, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire est payée dans un délai de 45 jours à compter du paiement de la facture.

6.1.7. Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

6.2. Révision du prix

6.2.1. Mois d'établissement des prix du marché

Le mois d'établissement des prix définis dans l'annexe financière est le mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois « zéro » ou « M0 », il correspond au mois d'août 2025.

6.2.2. Modalités de révision du prix

La révision des prix se fait à la demande expresse du titulaire, à contrario, les prix précédents seront considérés maintenus. Le titulaire ne peut procéder à aucune modification unilatérale de ces prix.

L'Acheteur se réserve la possibilité d'appliquer une révision du prix.

La demande de révision devra être transmise au plus tard le dernier jour du mois suivant celui au cours duquel la prestation a été exécutée ou la facture établie. Elle sera transmise à l'adresse mail suivante : ddtm-risques@herault.gouv.fr.

À défaut, aucune révision ne sera appliquée pour la période concernée, et le prix initial restera applicable de manière définitive pour les prestations réalisées sur cette période.

L'indice de révision appliqué sera le dernier indice publié au moment de la décision de révision prise par l'acheteur.

Les prix du marché sont révisables à la hausse comme à la baisse, selon les conditions indiquées ci-dessous : Selon les dispositions de l'article 10.2.3 du CCAG-PI, les prix révisés sont arrondis au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés n'ont pas à être constaté par avenant.

6.2.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prestations faisant l'objet du marché est : ING – Ingénierie. Cet index est publié sur le site internet de l'INSEE.

6.2.4. Formule de révision des prix

La révision des prix s'effectue selon la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times I_m/I_0)$$

avec :

P_n = prix révisé qui sera à régler

P₀ = prix initial

I = index de référence

I_m = index du mois d'exécution de la prestation

I_{m0} = index du mois d'établissement des prix

6.2.5. Clause butoir

Si l'augmentation des prix résultant de la révision est supérieure soit à 8 % par année de révision, soit à 15 % sur la durée totale du marché, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

6.2.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

6.2.7. Dématérialisation des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La gestion des factures se fait via le portail Chorus Pro (cf paragraphe 6.1.5. Modalités de transmission et de paiement).

Les factures dématérialisées doivent comporter les mentions légales ainsi que le n° d'engagement juridique (EJ) et le code service exécutant sous peine de rejet. Ces deux dernières mentions sont communiquées par la personne publique à la notification du marché.

6.2.8. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 7. DÉLAIS DE RÉALISATION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

7.1. Ordre de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Un ordre de service initial pourra fixer la date de commencement des prestations. D'autres ordres de service pourront être émis en cours d'exécution pour chaque prestation définie dans le tableau présenté en partie 7.2. Délai de réalisation.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

7.2. Délai de réalisation

Le marché est conclu pour une période ne pouvant excéder 48 mois à compter de la notification du marché.

L'ensemble des prestations sera réalisé dans un délai estimé à 39 mois à compter de la notification du marché.

Les délais estimés au sein de chaque étape sont les suivants :

Mission <i>* certaines missions ne seront engagées que sur ordre de service (OS), après validation par le MO des méthodes et des cartes intermédiaires</i>	Délai
ÉTAPE 1	
- Méthodes : → de caractérisation de la végétation (typologie) → de calcul de la probabilité d'occurrence → de traitement des lisières boisées, de calcul des aléas. - Mise en œuvre des méthodes validées : → élaboration des cartes de végétation → après OS* : élaboration des cartes d'aléas.	9 mois
- Méthodes de caractérisation des enjeux, de caractérisation des équipements de défense, d'élaboration de la carte d'aléas de synthèse, d'élaboration du zonage réglementaire et des principes du règlement. - Mise en œuvre des méthodes validées : > élaboration des cartes d'enjeux et d'équipements, de la carte d'aléas de synthèse > après OS* : élaboration du zonage brut.	9 mois
TOTAL ÉTAPE 1	18 mois
ÉTAPE 2	
Finalisation des études d'aléa en association avec les personnes publiques concernées et en concertation avec la population	6 mois
Finalisation du zonage et du règlement en association avec les personnes publiques concernées et en concertation avec la population	9 mois
Consultations réglementaires : personnes publiques concernées Consultations réglementaires : autorité environnementale éventuellement (tranche optionnelle)	3 mois
Phase d'enquête publique et d'approbation	3 mois
TOTAL ÉTAPE 2	21 mois
TOTAL GÉNÉRAL	39 mois

7.2. Pénalités pour retard d'exécution

7.2.1. Montant des pénalités

Le montant des pénalités est fixé à :

0,1 % du montant HT des prestations concernées par le retard, par jour calendaire de retard, avec un minimum de 100 € par jour.

Les pénalités sont appliquées automatiquement à compter du premier jour de retard.

7.2.2. Plafond des pénalités

Le montant total cumulé des pénalités ne pourra excéder 10 % du montant total HT du marché.

7.2.3. Procédure de mise en œuvre

Le montant des pénalités est retenu d'office sur les sommes dues au titulaire, après établissement d'un état des pénalités notifié par l'acheteur.

Le titulaire peut présenter ses observations écrites dans un délai de 15 jours calendaires suivant cette notification. Passé ce délai, les pénalités sont considérées comme définitives.

En cas de résiliation du marché, ces pénalités restent dues.

7.2.4. Défaut de qualification des intervenants

Si l'intervenant ne dispose des qualifications exigées initialement, le titulaire est tenu de le remplacer dans un délai de 10 jours à compter de la date de réception du courrier électronique qui l'en informe (l'accusé de réception fait foi). Une pénalité de 200 € sera appliquée par jour de retard.

7.3. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

7.4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

7.5. Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas poursuivre l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques du marché dont les montants respectifs sont mentionnés dans l'annexe financière (bordereau des prix) jointe à l'acte d'engagement (ATTRI1).

ARTICLE 8. OBLIGATIONS ET DISPOSITIONS DIVERSES

8.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

8.2. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale, le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du CCAP.

8.3. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

8.4. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.

1263-6-1 du code du travail, concernant :

- les salariés détachés par ses soins,
- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG.

8.5. Assurances

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8.6. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 9 du CCAG.

ARTICLE 9. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

9.1. Retenue de garantie

Sans objet.

9.2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement (ATTRI1). Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 20 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-1. ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 65 % du montant initial TTC. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les co-traitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque co-traitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 10. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 35 du CCAG, les résultats¹ de la prestation, tant en ce qui concerne la forme que le contenu, sont la propriété de la personne publique qui peut librement les utiliser, même partiellement. Ils sont cédés à titre exclusif au profit de la personne publique. Le prestataire déclare expressément que le projet ne fera pas, de sa part, l'objet d'aucune autre cession de droits de propriété intellectuelle à des tiers de quelque nature et de quelque étendue que ce soit.

Cette exploitation à titre non commercial s'exerce dans le strict respect des droits moraux de l'auteur. Le ministère s'engage à faire figurer le nom du(des) auteur(s). Les conditions financières de la cession sont comprises dans le montant du marché.

Le prestataire cède à la personne publique tous les droits de propriété intellectuelle de l'auteur, de nature patrimoniale que les parties entendent notamment par les points suivants :

- Les droits d'utilisation et d'exploitation, sous toutes formes, connues et inconnues ;
- Les droits de reproduction, par tous moyens et sur tous supports, connus et inconnus ;
- Les droits de représentation, de communication au public par tous procédés, connus et inconnus ;
- Les droits d'adaptation, modification, traduction, évolution, adjonction, suppression, de tout ou partie du logiciel ;
- Les droits d'incorporation, en tout ou partie, à toute œuvre préexistante ou à créer ;
- Les droits de portage, sur d'autres matériels ou d'adaptation à d'autres systèmes d'exploitation que ceux utilisés ou connus ;
- Et, d'une manière générale, toutes les prérogatives patrimoniales de l'auteur sur sa création.

Les droits cédés par le prestataire à la personne publique sont valables pendant toute la durée de protection légale et pour le monde entier.

La personne publique, en tant que titulaire des droits de propriété intellectuelle du fait de la cession de ceux-ci, sera en droit unilatéralement de faire réaliser par des tiers tout ou partie des opérations qu'elle jugera utile et nécessaire.

Le titulaire garantit à la personne publique la jouissance paisible des résultats. Il garantit contre toute action en contrefaçon et en conséquence, il prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels la personne publique pourrait être condamnée.

Le titulaire ne pourra communiquer à des tiers ni les données brutes recueillies ni les rapports sans l'accord explicite du ministère.

Si le titulaire souhaite utiliser, en dehors du cadre du marché, des informations, des résultats ou des documents obtenus dans le cadre du marché, il devra au préalable obtenir l'accord explicite de la DDTM 34 et mentionner le contexte de la prestation. Il ne peut faire un usage commercial ou les publier sans l'accord préalable et explicite de la personne publique. La publication doit mentionner que l'étude a été financée par la personne publique. Il ne peut les communiquer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation de la personne publique.

ARTICLE 11. RÉSILIATION

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations. Toute inexécution ou mauvaise exécution de cette obligation conduisant à une impossibilité pour la maîtrise d'ouvrage d'utiliser tout ou

¹ Les résultats comprennent les droits de propriété intellectuelle, les savoir-faire, méthodes et connaissance qui ne font pas l'objet d'un droit de propriété intellectuelle, tout document issu de l'exécution du marché et nécessaires au pouvoir adjudicateur pour l'exploitation de la prestation.

partie des prestations, déclenche la procédure de résiliation définie à l'article 7 du présent CCAP, après mise en demeure restée sans effet.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 i) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 1.3.1. du présent CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'article 3 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-PI.

L'article 6 du présent CCAP déroge à l'article 11.5 du CCAG-PI.

L'article 7.2. du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-PI.

L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 35 du CCAG-PI.